

PLAN GÉNÉRAL SIMPLIFIÉ DE COORDINATION

EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ ET DE PROTECTION DE LA SANTÉ

> OPERATION DE 3^{EME} CATEGORIE AVEC RISQUES PARTICULIERS COORDINATION SPS
NIV 3 <

PGC

SIMPLIFIE

DEMOLITION D'UN CABANON

Lieu dit "La Maillole"

11140 BELFORT SUR REBENTY



DEKRA Industrial
Immeuble "LE FORUM"
Avenue du Forum
11100 NARBONNE

Tél. 05.34.47.81.49
Fax

Affaire n° : 54302848

Coordonnateurs SPS

Conception : ERIC CHATAIN (06 03 52 11 64)
Réalisation : ERIC CHATAIN

Modifications et évolutions

Date	Indice	Modifications apportées
06/03/2025	A	Version initiale

Document établi conformément aux dispositions de la loi « Chantiers temporaires ou mobiles » n° 93-1418 du 31 décembre 1993, ses décrets d'application et l'arrêté du 25 février 2003 fixant la liste des travaux à risques particuliers

Sommaire

Préambule.....	5
Renseignements d'ordre administratif intéressant le chantier	6
• Principes généraux de prévention	6
Présentation du projet	7
• Description succincte du projet.....	7
• Situation géographique	7
• Phasage des travaux et calendrier prévisionnel.....	7
• Catégorie de l'opération	7
• Déclaration Préalable	7
• Déclaration d'ouverture de chantier	7
• Diagnostic avant démolition.....	7
Intervenants concernés par l'opération	8
• Maître d'ouvrage, maître d'œuvre, coordonnateur SPS,	8
• Organismes institutionnels de la prévention	8
• Liste des lots et entreprises désignées par le maître d'ouvrage	8
Travaux à réaliser inscrits sur la liste des travaux à risques particuliers (suivant l'arrêté du 25/02/2003)	9
Mesures d'organisation générale du chantier arrêtées par le maître d'œuvre en concertation avec le coordonnateur SPS	11
Description de l'environnement et des servitudes.....	11
• Par rapport aux bâtiments, constructions, ouvrages voisins	11
• Par rapport aux piétons	11
• Par rapport aux constructions voisines	11
• Par rapport aux interdictions de survol	11
• Par rapport aux transports (terrestre, maritime ou aérien)	11
• Par rapport aux réseaux à conserver, à dévier	11
• Par rapport à la stabilité mécanique de l'ouvrage à rénover	11
• Par rapport au terrain (la terre, l'eau...)	11
• Par rapport à la nature du sol	12
• Par rapport aux conditions météorologiques.....	12
• Par rapport à la circulation.....	12
Présence des matériaux ou matériels à risques particuliers	12
• Amiante.....	12
• Plomb.....	12
• Transformateurs.....	12
• Eléments radioactifs.....	12
• Installations aéroréfrigérées	12
• Matériaux contaminés	12
Accès au chantier	12
• Véhicules et personnel	12
• Points particuliers.....	12



• Fléchage - Signalétique d'accès	12
• Affichage	13
• Dispositions pour que seules les personnes autorisées puissent accéder au chantier	13
• Equipements de Protection Individuelle (E.P.I.)	13
Utilisation de moyens communs pendant toute la durée du chantier	14
• Moyens de logistique et de mécanisation du transport vertical des personnes et des charges	14
• Protections collectives	14
Voirie et réseaux divers préalables aux travaux	14
Installations de chantier	14
• Plan d'installation de chantier	14
• Travaux préparatoires à l'installation de chantier :	14
• Clôtures	14
• Stockage des Terres	14
• Secours	15
Autorisations administratives et démarches diverses	15

Mesures propres à prévenir les travaux à risques particuliers découlant de l'interférence de ces travaux avec les autres activités des différents intervenants sur le chantier 16

1°b - Travaux présentant des risques d'ensevelissement ou d'enlèvement	17
2° - Travaux exposant les travailleurs à des substances chimiques ou à des agents biologiques	17
3° - Travaux de confinement ou de retrait de l'amiante friable	17
4° - Travaux exposant à des radiations ionisantes en zone contrôlée ou surveillée	17
5° - Travaux exposant les travailleurs au contact de pièces nues sous tension supérieure à la TBT et travaux à proximité de lignes électriques	18
6° - Travaux exposant à des risques de noyade	18
7° - Travaux de puits, de terrassements souterrains, de tunnels, de reprise en sous-œuvre	18
8° - Travaux en plongée appareillée	18
9° - Travaux en milieu hyperbare	18
10° - Travaux de démolition, ... volume initial hors œuvre > à 200 m3	18
11° - Travaux comportant l'usage d'explosifs	19
12° - Travaux de montage ou de démontage d'éléments préfabriqués lourds	20
13° - Travaux comportant le recours à des appareils de levage d'une capacité > à 60 t x m	20
14° - Travaux comportant le recours à des appareils de levage	20
15° - Travaux réalisés à l'aide d'une nacelle	21
16° - Co-activité	21
17° - Travaux par forte chaleur	22
18° - Elagage – abattage d'arbres	22

Sujétions découlant des interférences avec des activités d'exploitation sur le site à l'intérieur ou à proximité duquel est implanté le chantier 23

Respect des contraintes du site	23
• Horaires de chantier	23
• Horaires et contraintes de livraisons	23
Site en exploitation	23
Exploitations et chantiers limitrophes ouverts ou prévus	23

Mesures générales prises pour assurer le maintien du chantier en bon ordre et en état de salubrité satisfaisant 24

Nettoyage du chantier	24
• Règles générales de nettoyage du chantier	24



Démarche environnementale, tri des déchets.....	24
• Objectifs.....	24
Renseignements pratiques propres au lieu de l'opération concernant les secours et l'évacuation des personnels ainsi que les mesures communes d'organisation prises en la matière.....	25
Organisation des secours.....	25
Sauveteurs Secouristes du Travail (SST)	25
Infirmierie.....	25
Dispositions en cas de travail isolé	25
Risque incendie	26
Modalités de coopération entre les entrepreneurs, employeurs, ou travailleurs indépendants	27
Entreprises désignées par le maître d'ouvrage.....	27
• Les principales obligations de l'entrepreneur désigné par le maître de l'ouvrage.....	27
• Etablissement obligatoire d'un PPSPS simplifié	27
• Délais et règle de diffusion du PPSPS simplifié.....	27
inspection commune	27
Sous-traitant	28
Travailleurs Indépendants	28
Travailleurs intérimaires	28
Travail dissimulé.....	28
Prêt de main d'œuvre	28
Recensement des accidents du travail	29
Annexe(s).....	30
• Annexe 1 – Liste des lot et/ou entreprises désignées par le maître d'ouvrage	31
• Annexe 2 – Réglementation sur les installations de chantier	32
• Annexe 3 – Documents et procédures nécessaires à l'établissement du DIUO	33
• Annexe 4 – Obligations du Maître d'ouvrage en phase réalisation de l'ouvrage.....	34
• Annexe 5 – Obligations du Maître d'œuvre pendant la phase réalisation de l'ouvrage.....	34
• Annexe 6 – Mesures générales de prévention préconisées.....	35
• Annexe 7 – Rapport Amiante et plomb avant travaux	35



Préambule

Le plan général simplifié de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé est un document qui doit prendre en considération les mesures propres à prévenir les risques découlant de l'interférence de travaux présentant des risques particuliers avec les autres activités des différents intervenants sur le chantier, ou de la succession de leurs activités lorsqu'une intervention laisse subsister après son achèvement un des risques particuliers énumérés dans la même liste.

Le PGC simplifié est établi par le coordonnateur SPS de l'opération désigné par le maître d'ouvrage, il constitue une pièce du DCE et est d'application à toutes les entreprises y compris sous-traitants et travailleurs indépendants. Il permet aux entreprises d'avoir connaissance de l'ensemble des mesures pour résoudre les problèmes liés aux interférences des activités qui concernent le chantier.

A partir du PGC simplifié, et après avoir réalisé préalablement une visite d'inspection commune avec le coordonnateur SPS, les entreprises établissent leur plan particulier simplifié de sécurité et de protection de la santé (PPSPS simplifié).

Le PGC simplifié est complété et adapté en fonction de l'évolution de l'opération, de la durée effective des travaux, des contraintes successives liées à l'environnement du chantier et au déroulement d'opérations mitoyennes. Toute modification apportée à ce document sera portée à la connaissance des entreprises.

Un exemplaire du PGC simplifié à jour est tenu sur le chantier à disposition :

- des médecins du travail ;*
- des membres des CHSCT, ou à défaut des délégués du personnel des entreprises qui interviennent sur le chantier ;*
- de l'Inspection du Travail, de la CARSAT/CRAM et de l'OPPBTB.*

Le PGC simplifié est conservé par le maître d'ouvrage pendant une durée de 5 années à compter de la date de réception de l'ouvrage.

Moyens et autorité du coordonnateur SPS donnés par le maître d'ouvrage

Afin que soient mises en œuvre les mesures utiles à la prévention des risques, le maître d'ouvrage autorise le coordonnateur SPS à communiquer directement au maître d'œuvre et à tout autre intervenant sur le chantier ses observations ou notifications.

Dans ses interventions le coordonnateur SPS ne se substitue pas aux entreprises en ce qui concerne l'exécution des mesures de sécurité qui leur incombent.

Lorsque dans le cadre de sa mission, le coordonnateur SPS détecte un danger grave et imminent menaçant directement la sécurité des travailleurs, il est autorisé à demander aux intervenants de prendre les mesures nécessaires pour supprimer le danger et notamment d'arrêter tout ou partie du chantier. La notification des demandes est consignée sur le registre journal de la coordination SPS. Les reprises du chantier, décidées par le maître d'ouvrage, après avis du coordonnateur SPS et du maître d'œuvre, sont également consignées dans le registre journal de la coordination SPS.

Les entreprises (titulaires et sous-traitantes) n'ayant pas effectué une visite d'inspection commune et n'ayant pas remis leur plan particulier simplifié de sécurité et de protection de la santé (PPSPS simplifié), ne seront pas autorisées à intervenir sur le chantier. Suivant les cas, le coordonnateur SPS avisera, le maître d'œuvre et le maître d'ouvrage afin qu'ils prennent les dispositions nécessaires.

« L'intervention du coordonnateur ne modifie ni la nature ni l'étendue des responsabilités qui incombent, en application des dispositions du présent code, à chacun des participants aux opérations de bâtiment et de génie civil » (article L. 4532-6 du code du travail).

Renseignements d'ordre administratif intéressant le chantier

Principes généraux de prévention

L'opération « **Démolition cabanon la Maillole** » est soumise aux dispositions de la loi « Chantiers mobiles et temporaires » N° 93.1418 du 31 décembre 1993 et de son décret d'application N° 94.1159 du 26 décembre 1994.

Le P.G.C. est établi en vue d'intégrer les principes généraux de prévention dans l'organisation de l'opération.

Selon l'article L. 4531-1 du Code du Travail, le Maître d'Ouvrage, le Maître d'Œuvre et le Coordonnateur SPS doivent, tant au cours de la phase de conception, d'étude et d'élaboration du projet que pendant la réalisation de l'ouvrage, mettre en œuvre les principes généraux de prévention énoncés aux a, b, c, e, f, g et h de l'article L. 4121-2

Les chefs d'entreprises doivent au cours de la phase réalisation, mettre en œuvre les principes généraux de prévention énoncés aux a, b, c, d, e, f, g, h et i de l'article L. 4121-2, pour eux-mêmes et leurs salariés.

- a) Eviter les risques,
- b) Evaluer les risques qui ne peuvent pas être évités,
- c) Combattre les risques à la source,
- d) Adapter le travail à l'homme, en particulier en ce qui concerne la conception des postes de travail ainsi que le choix des équipements et des méthodes de travail et de production, en vue notamment de limiter le travail monotone et le travail cadencé et de réduire les effets de ceux-ci sur la santé,*
- e) Tenir compte de l'état d'évolution de la technique,
- f) Remplacer ce qui est dangereux par ce qui n'est pas dangereux ou par ce qui est moins dangereux,
- g) Planifier la Prévention en y intégrant dans un ensemble cohérent la technique, l'organisation du travail, les Conditions de Travail, les relations sociales et l'influence des facteurs ambiants,
- h) Prendre des mesures de protection collective en leur donnant la priorité sur les mesures de protection individuelle,
- i) Donner les instructions appropriées aux travailleurs.*

Les mesures édictées dans le PGC et celles qui auront été arrêtées lors des inspections communes ou dans les PPSPS des entreprises, resteront applicables par celles-ci pendant les phases de levées des réserves et les travaux ultérieurs ; et ce tout le long de l'année de parfait achèvement.



PRESENTATION DU PROJET

Description succincte du projet

Les travaux consistent à démolir (infrastructures et fondations) un cabanon et ses annexes (cuve, conduits enterrée etc.) dans le cadre d'une opération future de renaturation.

Les travaux portent sur :

- Le curage et la déconstruction du cabanon et ses annexes
- La dépose de la clôture y compris la découpe totale de la haie de lauriers faisant bordure,
- Le remblaiement et le nivellement de la plateforme.

Les caniveaux béton et installations liés à la pisciculture ne seront pas démolis.

Les bassins seront laissés en l'état.

Pour complément voir les documents du marché.

Situation géographique

Le Cabanon est situé à : La Maillole sur la commune de BELFORT SUR REBENTY (11140).

Coordonnées GPS : 42°50'04.2"N 2°03'18.7"E

Phasage des travaux et calendrier prévisionnel

Durée des travaux : 2 semaines

Démarrage des travaux : Deuxième semestre 2025.

Catégorie de l'opération

L'opération est une opération de catégorie 3

- Non soumise à déclaration préalable
- Non soumise à CISSCT.

Déclaration Préalable

Sans objet.

Déclaration d'ouverture de chantier

Les entreprises employant sur le chantier 10 ouvriers ou plus pendant plus d'une semaine doivent faire une déclaration d'ouverture de chantier sur un imprimé mis à la disposition des entreprises par les caisses régionales de sécurité sociale.

Déclaration à envoyer à l'inspection du travail, à la CRAM et à l'OPPBTP

Diagnostic avant démolition

Depuis le 1^{er} juillet 2012, un diagnostic sur la gestion des déchets issus de la démolition est à établir par le maître de l'ouvrage avec l'évaluation des filières de recyclage, conformément au décret n° 2011-610 du 31 mai 2011.



INTERVENANTS CONCERNES PAR L'OPERATION

Maître d'ouvrage, maître d'œuvre, coordonnateur SPS, ...

Intervenants	Représentant	Téléphone Fax Email
--------------	--------------	---------------------------

Maître d'ouvrage

ETABLISSEMENT PUBLIC FONCIER OCCITANIE Batiment 19 Parc Club du Millenaire 1025 Avenue Henri Becquerel 34000 MONTPELLIER	MME Dominique GERMAIN	+33 4 67 65 70 96 dominique.germain@epf-occitanie.fr
--	-----------------------	---

Maître d'œuvre

GINGER DELEO Antenne de Toulouse 2 avenue de Flourens 31130 BALMA	M. Sébastien PARFAIT	s.parfait@groupeginger.com
--	----------------------	----------------------------

Coordonnateur SPS

DEKRA Industrial ACT CSPS LANGUEDOC ROUSSILLON Immeuble "LE FORUM" Avenue du Forum 11100 NARBONNE	<u>Titulaire :</u> C : ERIC CHATAIN R : ERIC CHATAIN <u>Suppléant :</u> C : R :	05.34.47.81.49 eric.chatain@dekra.com
---	--	--

Organismes institutionnels de la prévention

Intervenants	Représentant	Téléphone Fax Email
--------------	--------------	---------------------------

CARSAT Languedoc - Roussillon

29 Cours Gambetta CS 49001 34068 MONTPELLIER CEDEX 2	M.	04 67 69.69.00 04 67 12 90 10
--	----	----------------------------------

OPPBTP Comité Régional Languedoc Roussillon

Immeuble FAHRENHEIT 120, avenue Nina SIMONE 34000 MONTPELLIER	M.	04 67 63 47 50 04 67 54 54 14 montpellier@oppbtp.fr
---	----	---

DDETSPP de l'Aude (INSPECTION DU TRAVAIL)

Citée Administrative Place Gaston Jourdan 11807 CARCASSONNE CEDEX 9	M.	04 34 42 91 00 ddetspp@aude.gouv.fr
---	----	--

Liste des lots et entreprises désignées par le maître d'ouvrage

Voir en annexe 1 du présent PGC simplifié la liste des lots et lorsqu'elles sont connues la liste des entreprises désignées par le maître de l'ouvrage.



Travaux à réaliser inscrits sur la liste des travaux à risques particuliers (suivant l'arrêté du 25/02/2003)

1°a	Travaux présentant des risques particulièrement aggravés, par la nature de l'activité ou des procédés mis en œuvre ou par l'environnement du poste de travail ou de l'ouvrage exposant les travailleurs : - à des risques de chute de hauteur (1)	oui
1°b	Travaux présentant des risques particulièrement aggravés, par la nature de l'activité ou des procédés mis en œuvre ou par l'environnement du poste de travail ou de l'ouvrage exposant les travailleurs : - à des risques d'ensevelissement ou d'enlèvement.	oui
2°	Travaux exposant les travailleurs à des substances chimiques ou des agents biologiques nécessitant une surveillance médicale au sens de l'article R. 4624-19, ou de l'article 32 du décret du 11 mai 1982 susvisé, ainsi que des articles R. 4411-44 et R. 4426-7	non
3°	Travaux de retrait ou de confinement d'amiante (2)	non
4°	Travaux exposant à des radiations ionisantes en zone contrôlée ou surveillée en application de l'article 23 du décret du 2 octobre 1986 ou de l'article 15 du décret 28 avril 1975 susvisé.	non
5°	Travaux exposant les travailleurs au contact de pièces nues sous tension supérieure à la très basse tension (TBT) et travaux à proximité des lignes électriques de HTB aériennes ou enterrées.	non
6°	Travaux exposant les travailleurs à un risque de noyade.	oui
7°	Travaux de puits, de terrassements souterrains, de tunnels, de reprise en sous-œuvre	non
8°	Travaux en plongée appareillée	non
9°	Travaux en milieu hyperbare	non
10°	Travaux de démolition, de déconstruction, de réhabilitation, impliquant les structures porteuses d'un ouvrage ou d'une partie d'ouvrage d'un volume initial hors œuvre supérieur à 200 mètres cubes	non
11°	Travaux comportant l'usage d'explosifs	non
12°	Travaux de montage ou de démontage d'éléments préfabriqués lourds au sens de l'article 170 (3) du décret du 8 janvier 1965 susvisé	non
13°	Travaux comportant le recours à des appareils de levage d'une capacité supérieure à 60 t x m, tels que grues mobiles ou grues à tour	non

- (1) l'article 5 du décret n° 65-48 du 8 janvier 1965, a été abrogé par le décret n° 2004-924 du 1^{er} septembre 2004, l'article 4253-58 du code du travail ne fait pas référence au risque de chute de hauteur de plus de 3 mètres pour prescrire la mise en œuvre de protections collectives. Dans l'évaluation du risque, le critère de hauteur n'est pas seul pertinent, une chute de hauteur inférieure pouvant en fonction des conditions d'environnement avoir des conséquences plus importantes.
- (2) Le décret du 7 février 1996 a été abrogé, par le décret du 30 juin 2006. Le décret n° 2012-639 du 4 mai 2012 a supprimé la notion de matériaux « friables » et « non friables ».
- (3) Le décret du 8 janvier 1965 a été abrogé, l'article 170 a été re-codifié à l'article R. 4534-103 du code du travail.



Complément à l'analyse des risques (hors arrêté du 25/02/2003)

14°	Travaux comportant le recours à des appareils de manutention levage	oui
16°	Co-activité	oui
17°	Travaux par forte chaleur	oui
19°	Elagage – Abattage d'Arbres	oui
20°		

Mesures d'organisation générale du chantier arrêtées par le maître d'œuvre en concertation avec le coordonnateur SPS

Le CSPS n'a pas été intégré à la phase conception. Les mesures d'organisation générale n'ont pas été définies par le MOE en concertation avec le CSPS.

DESCRIPTION DE L'ENVIRONNEMENT ET DES SERVITUDES

Par rapport aux bâtiments, constructions, ouvrages voisins

Le site se trouve en zone inondable. En cas d'alerte inondation, l'entreprise devra replier l'ensemble de son matériel vers une zone préalablement identifiée et située hors zone inondable. Zone validée par la commune.

L'ensemble des dispositifs pour les travaux ne devra en aucun cas engendrer de nouveaux risques pour la circulation des riverains (piétons et véhicules) circulant sur la D107.

Les entreprises prendront toutes les précautions d'usage, sans limite de prestations, concernant les ouvrages mitoyens et voisins, les réseaux enterrés ou aériens.

Pendant la durée des travaux, le public devra être dirigé hors des enceintes du chantier.

Par rapport aux piétons

Le chantier sera interdit au public.

Par rapport aux constructions voisines

Sans objet.

Par rapport aux interdictions de survol

Sans objet

Par rapport aux transports (terrestre, maritime ou aérien)

Sans objet

Par rapport aux réseaux à conserver, à dévier

Les réseaux à conserver ou à dévier seront précisés en fonction des DICT. (Déclaration d'intention de commencement de travaux). Chaque entreprise devra tenir compte des observations qui lui seront faites par les différents concessionnaires.

Le MOE informe qu'aucun concessionnaire n'alimente le site. Le titulaire devra tout de même s'assurer de la neutralisation des éventuels réseaux existants avant travaux.

Dans tous les cas, l'entreprise est tenue de vérifier, avant démarrage des travaux, la nature et la position des ouvrages.

Les personnels exécutant des travaux à proximité des réseaux aériens, enterrés et subaquatiques de toutes catégories devront être titulaire d'une Autorisation d'Intervention à Proximité des Réseaux (AIPR) délivrée par leur employeur.

Par rapport à la stabilité mécanique de l'ouvrage à rénover

Sans objet

Par rapport au terrain (la terre, l'eau...)

Le démarrage des travaux de démolition ne pourra s'effectuer qu'après :

- Le débroussaillage, nettoyage de la parcelle
- La sécurisation des éventuelles zones dangereuses
- L'obtention et l'affichage du permis de démolir lorsque celui-ci est requis
- Le récolement, l'implantation et la consignation des réseaux souterrains
- La mise en place des clôtures et installations de chantier
- Le désencombrement intérieur du cabanon afin de le vider de ses déchets.



Par rapport à la nature du sol

L'entreprise devant réaliser des travaux de démolition et remise en état de l'emprise chantier devra vérifier la nature du sol et la présence éventuelle d'eau, de cavités. Tout sera mis en œuvre pour rendre le chantier accessible et praticable en cas de fortes pluies.

Par rapport aux conditions météorologiques

Chaque intervenant prendra en compte les risques météorologiques avant et durant l'intervention, notamment l'effet du vent et bourrasques en conduisant, dans les modes opératoires, sur les portes des véhicules, bungalows, containers de chantier qui peuvent s'ouvrir ou se fermer violemment, sur les camions lors du bennage, sur les charges lors des levages, sur la fixation des éléments légers (filets...), enfin sur toutes matières ou matériaux légers pouvant s'envoler.

Les levages seront stoppés et les engins de levages mobiles seront repliés en cas de conditions orageuses.

Les containers pour le stockage de petits matériels devront pouvoir se fermer à clef. Les portes ne devront pas pouvoir s'ouvrir ou se fermer sous l'effet du vent. En position ouverte, les portes seront sécurisées à minima avec une chaîne depuis le crochet généralement en place sur les containers. Les containers ne répondant pas à ce critère seront interdits sur le chantier.

Concernant le risque d'inondation, l'entreprise vérifiera quotidiennement les alertes émises par Météo France sur le site internet suivant : <https://vigilance.meteofrance.fr/fr>.

Par rapport à la circulation

La sortie du chantier peut s'avérer dangereuse par manque de visibilité. Les entreprises devront prendre toutes les précautions de sécurité nécessaires pour sortir de la zone chantier. Le code de la route sera respecté.

Autorisation de voirie à prévoir pour toutes interventions depuis la voirie.

PRESENCE DES MATERIAUX OU MATERIELS A RISQUES PARTICULIERS

Amiante

Sans objet. Le rapport amiante « 002EW145905 » en dates du 27/06/2024 ne fait pas apparaître de matériaux contenant de l'amiante.

Plomb

Sans objet. Le rapport Plomb « 002EW145905 » en dates du 27/06/2024 ne fait pas apparaître de matériaux contenant du plomb.

Transformateurs

Sans objet

Éléments radioactifs

Sans objet

Installations aéroréfrigérées

Sans objet

Matériaux contaminés

Sans objet

ACCES AU CHANTIER

Véhicules et personnel

L'accès et la sortie du chantier se feront depuis la RD 107.

Points particuliers

L'entrée et la sortie des engins seront gérées par un homme trafic. Personnel habilité et formé aux gestes et signaux conventionnels de commandement.

Une signalisation temporaire de chantier sera installée en amont et en aval de l'accès chantier par l'entreprise titulaire du marché.

Fléchage - Signalétique d'accès

Une signalisation d'accès au chantier sera mise en place. Chaque entrepreneur informera ses fournisseurs du parcours à suivre pour accéder au chantier et leur transmettra un plan d'accès.



Affichage

A la charge de l'entreprise titulaire du marché.

Affichage obligatoire : panneaux « PORT DU CASQUE OBLIGATOIRE », « CHANTIER INTERDIT AU PUBLIC ».

Outre l'affichage du permis de démolir suivant les dispositions de l'article A 421-7 du code de l'urbanisme, tout entrepreneur (entreprises titulaires des différents lots, sous-traitants et travailleurs indépendants) travaillant sur le chantier doit avoir affiché son nom, sa raison ou sa dénomination sociale ainsi que son adresse. L'affichage est assuré sur un panneau dont les indications sont lisibles depuis la voie publique.

Dispositions pour que seules les personnes autorisées puissent accéder au chantier

Seules les personnes travaillant pour le maître d'ouvrage, les entrepreneurs titulaires d'un marché, les sous-traitants et les travailleurs indépendants nommément déclarés auprès du maître d'ouvrage, sont autorisés à accéder au chantier.

Les personnes n'intervenant pas directement sur le chantier (fournisseurs, locataires, agents commerciaux, concessionnaires, contrôleurs techniques...) devront être accompagnées par l'entreprise concernée par leur intervention. L'entreprise concernée devra réaliser l'accueil de ces intervenants.

Les salariés devront être équipés d'une tenue au nom de leur société. Tout salarié présent sur le site devra être identifié et identifiable

Le portail d'accès au chantier sera fermé et verrouillé pendant les périodes d'inactivité du chantier.

Rappel : Le personnel présent sur le chantier devra être en mesure de présenter sa carte d'identification professionnelle du BTP.

Les employeurs doivent demander cette carte, pour tout salarié (CDI, intérimaires, apprentis...), amené à intervenir sur un chantier du BTP. La demande de carte se fait exclusivement en ligne sur le site <http://www.cartebtp.fr/>

Equipements de Protection Individuelle (E.P.I.)

Tout travailleur, tout visiteur, de droit comme autorisé est tenu au port des protections individuelles adaptées à son intervention sur le chantier. EPI spécifiques pour travaux spécifiques (soudage, sablage etc.).

Les EPI doivent être vérifiés périodiquement et remplacés quand ils sont détériorés. Sauf cas particuliers, les EPI sont à usage personnel pour des raisons d'hygiène.

EPI imposés en permanence dans l'enceinte du chantier:

- Casque et chaussures de sécurité (si possible montantes).
- Vêtement haute visibilité à l'extérieur pour tous travaux à proximité d'engins ou en présence d'engin de levage.

Lunettes de sécurité conseillées ; notamment dans les zones exposées au vent et à la poussière.

Les différents fournisseurs sont aussi assujettis à ces obligations. L'entretien et la bonne tenue de ces protections sont à la charge de l'entreprise.

Bien que la responsabilité du port des EPI par les salariés appartienne au responsable de l'entreprise titulaire, en cas de manquement, le coordonnateur SPS aura autorité pour que les dispositions requises soient appliquées par les intervenants.

Les contrôles périodiques des EPI doivent être mentionnés au Registre de sécurité.

Les EPI du personnel intérimaire sont fournis par la société de travail temporaire. En cas de défaillance, l'entreprise utilisatrice de ce personnel fournira l'équipement manquant. Aucun personnel intérimaire ne pourra travailler sur site sans être équipé.

Pour information :

Le casque permet de protéger la partie supérieure du crâne contre les risques de chocs et de perforation provoqués par des chutes d'objets, des heurts contre des objets fixes ou par la chute de la personne elle-même.

La casquette à coque renforcée protège des lacérations du scalp et des plaies du cuir chevelu ainsi que des heurts intervenant lors du déplacement de la personne.

En présence d'engins de levage, de chutes d'objets potentielles, de co-activité travaux, le port du casque reste obligatoire pour l'ensemble du personnel sur le chantier.



UTILISATION DE MOYENS COMMUNS PENDANT TOUTE LA DUREE DU CHANTIER

Pendant toute la durée du chantier, il sera favorisé la mise en commun :

- des moyens de protection sur le chantier conformément à l'application des principes généraux de prévention (cf. article du Code du Travail L 4531-1).
- des infrastructures du chantier (cantonnement, ensemble des installations réglementaires...),
- des moyens de logistique et de mécanisation du transport vertical des personnes et des charges
- des protections collectives
- des échafaudages.

Moyens de logistique et de mécanisation du transport vertical des personnes et des charges

La nouvelle recommandation CNAMTS R 477, du 7 avril 2015, remplaçant la R 445 : Mécanisation du transport vertical des personnes et des charges sur les chantiers (construction, réhabilitation, entretien d'ouvrages), sera appliquée.

Protections collectives

Le titulaire marché aura à sa charge la mise en place et le maintien des protections collectives du chantier.

La maintenance des protections collectives appartient à l'intervenant qui les déplace pour réaliser ses propres travaux ; en cas de modification elles doivent conserver leur efficacité initiale.

Rappel

L'entreprise doit la protection de ses ouvrages

L'entreprise est responsable de sa zone de travaux.

VOIRIE ET RESEAUX DIVERS PREALABLES AUX TRAVAUX

Sans objet

INSTALLATIONS DE CHANTIER

Chantier < 4 mois

L'entreprise titulaire du marché installera à minima une roulotte VRS pour l'ensemble du personnel. La roulotte sera autonome en énergie et dimensionnée en fonction de l'effectif de pointe du chantier. Elle sera équipée conformément à l'annexe 2 du PGC et tenue en parfait état de propreté

Des extincteurs portatifs dûment contrôlés, adaptés aux locaux et aux risques seront prévus dans les locaux ou roulottes réservés au personnel.

Il est interdit de se restaurer dans les zones de travaux.

Si la disposition des lieux ne permet pas de mettre en place ces installations, l'employeur est tenu de rechercher à proximité du chantier un local ou un emplacement offrant des conditions au moins équivalentes.

Les installations de chantier seront installées selon le plan de principe notifié au CCTP.

Plan d'installation de chantier

Un plan d'installation de chantier sera établi par l'entreprise titulaire du marché.

Travaux préparatoires à l'installation de chantier :

Sans objet

Clôtures

La responsabilité du fait de la chose suivant l'article 1384 du code civil est engagée en l'absence de clôture.

Le chantier sera totalement clos afin de prévenir les riverains du danger qu'ils peuvent encourir en entrant sur le site pendant la période des travaux. Les éléments de clôture (hauteur 2m) seront jointifs et reliés entre eux. Son franchissement par des tiers non autorisés supposant une volonté d'effraction.

Stockage des Terres

Les terres seront réutilisées sur le site. Aucun retrait ou apport de terre n'est prévu. Le terrain sera nivelé au droit des ouvrages déconstruits.



Secours

Les entreprises seront équipées de téléphone(s) portable. Les numéros d'alerte avec consignes « en cas d'accident » seront détenus voire affichés à proximité des postes de travail. Les consignes devront pouvoir être comprises par l'ensemble des personnels quel que soit leur nationalité.

AUTORISATIONS ADMINISTRATIVES ET DEMARCHES DIVERSES

Les autorisations administratives et démarches diverses seront réalisées par les entreprises concernées de la colonne de droite du tableau suivant :

Démarches administratives	Services concernés	Réalisées par :
D.I.C.T. sur les réseaux des concessionnaires	Ensemble des concessionnaires	Toutes les entreprises concernées par des travaux effectués au voisinage des ouvrages souterrains, aériens ou subaquatiques
Prise RV pour inspection commune préalable + Envoi obligatoire (par email) des PPSPS au CSPS avant intervention	Le Coordonnateur SPS DEKRA (Prendre Rendez-vous pour la visite d'inspection commune auprès du CSPS)	Toutes les entreprises, sous-traitants et travailleurs indépendants devant travailler dans l'emprise chantier
Envoi du PPSPS du lot principal, du lot gros œuvre, des lots présentant des risques particuliers prévue à l'article L4532-8	- Inspection du Travail - CARSAT/CRAM - OPPBTP	Entreprises, sous-traitants et travailleurs indépendants concernés
Autorisation de voirie pour occupation ou travaux sur la voie publique	Services techniques de BELFORT SUR REBENTY villes concernées	Entreprises concernées
Autorisation administrative diverse	Service local concerné	Lot Démolition



Mesures propres à prévenir les travaux à risques particuliers découlant de l'interférence de ces travaux avec les autres activités des différents intervenants sur le chantier

Conformément à l'article R. 4532-52 du code du travail, le plan général simplifié de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé doit prendre en considération les mesures propres à prévenir les risques découlant de l'interférence de travaux avec les autres activités des différents intervenants sur le chantier, ou de la succession de leurs activités lorsqu'une intervention laisse subsister après son achèvement un des risques particuliers énumérés dans la même liste.

Si au cours des travaux, il s'avérait qu'une entreprise exécute des travaux présentant des risques particuliers suivant la liste de l'arrêté du 25 février 2003, elle devra le signaler au coordonnateur SPS et notamment lors de la visite d'inspection commune.

** l'article 5 du décret n° 65-48 du 8 janvier 1965, a été abrogé par le décret n° 2004-924 du 1^{er} septembre 2004, l'article 4523-58 du code du travail ne fait pas référence au risque de chute de hauteur de plus de 3 mètres pour prescrire la mise en œuvre de protections collectives.*

Dans l'évaluation du risque, le critère de hauteur n'est pas seul pertinent, une chute de hauteur inférieure pouvant en fonction des conditions d'environnement avoir des conséquences plus importantes.

Nature des travaux / Risques	Mesures de prévention
<p>Travaux en hauteur de toute nature à l'intérieur et à l'extérieur du cabanon.</p> <p>Risque de chute de hauteur, de chute de matériel, de basculement, effondrement d'échafaudages</p>	<p>Installation de sécurités collectives réglementaires sur les accès et les postes de travail en fonction de la hauteur d'intervention :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Travaux de faible hauteur ; des plates-formes individuelles roulantes (PIR) seront utilisées pour des hauteurs jusqu'à 2,50 m ; - Hauteur > de 2,50 m ; Au-delà d'une hauteur de 2,50 m, l'utilisation d'un échafaudage roulant, fixe ou d'une nacelle sera imposée en fonction de son utilisation et des hauteurs d'intervention. <p>En fonction du risque exporté la zone de travaux sera isolée par un balisage et une signalisation de sécurité.</p> <p>Les échafaudages seront montés conformément à la notice d'instructions du fabricant. Ils seront réceptionnés par l'entreprise utilisatrice. Un contrôle journalier sera réalisé par l'entreprise utilisatrice en vue de s'assurer que l'échafaudage n'a pas subi de dégradation perceptibles pouvant créer des dangers.</p> <p>La hauteur du plancher de travail des échafaudages sera adaptée à la hauteur du mur en réfection afin que le personnel ne soit jamais en situation de risque de chute de hauteur (face au vide). Les planchers ne seront pas surchargés et encombrés.</p> <p>Les trémies d'escalier ou autres seront sécurisées à l'aide de garde-corps..</p>
<p>Travaux en hauteur sur toitures</p> <p>Risque de chute de hauteur, de chute de matériel, à l'intérieur de la charpente et à l'extérieur du toit.</p> <p>Mise en place de protections collectives périphériques type garde-corps sur consoles conformes à la norme NF EN 13374 d'octobre 2004</p> <p>ou</p> <p>Echafaudage de façade positionné en rive et en bas de pente de la toiture.</p>	<p>Afin de supprimer les risques de chute de hauteur, les travaux sur toitures seront exécutés conformément aux articles R. 4534- 85 à 94 du code du travail.</p> <p>Préalablement à l'intervention en toiture il sera mis en place :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Des protections collectives périphériques et selon les cas un filet en sous face de la charpente <p>Les dispositifs de protections installés seront constitués d'éléments résistants et jointifs, ou écartés de façon telle qu'ils ne puissent permettre le passage d'un corps humain.</p> <p>Les protections collectives périphériques seront conservées jusqu'à l'achèvement des travaux sur la toiture.</p> <p>Les interventions sur une toiture en matériau de couverture fragile (verrières etc.) se feront à partir de plates-formes de travail prenant appui sur la structure. Interdiction de circuler sur les verrières non protégées.</p> <p>Les verrières seront sécurisées vis-à-vis d'éventuels éboulis liés à la démolition.</p> <p>Aucune intervention ne pourra s'effectuer lorsque les conditions climatiques sont défavorables rendant la surface de la toiture glissante.</p>



Suivant le décret n° 2004-924 du 1^{er} septembre 2004, les échelles, escabeaux et marchepieds ne doivent pas être utilisés comme poste de travail, sauf en cas d'impossibilité technique de recourir à un équipement de protection collective.

Le recours à la protection individuelle type harnais, doit être réservé aux cas exceptionnels (lorsque les dispositifs de protections collectives ne peuvent être mis en œuvre).

1°B - TRAVAUX PRESENTANT DES RISQUES D'ENSEVELISSEMENT OU D'ENLISEMENT

Travaux présentant des risques particulièrement aggravés, par la nature de l'activité ou des procédés mis en œuvre ou par l'environnement du poste de travail ou de l'ouvrage exposant les travailleurs :

- à des risques d'ensevelissement ou d'enlèvement.

<i>Nature des travaux / Risques</i>	<i>Mesures de prévention</i>	<i>Lot concerné</i>
Tranchées, fouilles,	<p>Les travaux de terrassement à ciel ouvert seront exécutés conformément aux articles R. 4534- 22 à 39 du code du travail.</p> <p>Les fouilles seront exécutées à sec. L'entreprise prendra toutes les dispositions nécessaires à l'évacuation des eaux (ruissellement ou sources) pendant l'exécution des terrassements.</p> <p>Le remblaiement des fouilles se fera à l'avancement des travaux</p> <p>Les fouilles en tranchées et autres ouvertures dans le sol devant rester ouvertes seront protégées par des éléments rigides et solidaires les uns des autres.</p> <p>Les protections en rive de fouilles seront maintenues jusqu'à ce que les remblaiements soient achevés.</p> <p>Le franchissement des tranchées sera réalisé à l'aide de passerelles équipées de garde-corps. Passerelles déplacées à l'avancement des travaux</p>	Démolition

2° - TRAVAUX EXPOSANT LES TRAVAILLEURS A DES SUBSTANCES CHIMIQUES OU A DES AGENTS BIOLOGIQUES

<i>Nature des travaux / Risques</i>	<i>Mesures de prévention</i>	<i>Lot concerné</i>
Sans objet pour le projet		

3° - TRAVAUX DE CONFINEMENT OU DE RETRAIT DE L'AMIANTE FRIABLE

<i>Nature des travaux / Risques</i>	<i>Mesures de prévention</i>	<i>Lot concerné</i>
Sans objet pour le projet		

4° - TRAVAUX EXPOSANT A DES RADIATIONS IONISANTES EN ZONE CONTROLEE OU SURVEILLEE

<i>Nature des travaux / Risques</i>	<i>Mesures de prévention</i>	<i>Lot concerné</i>
Sans objet pour le projet		



5° - TRAVAUX EXPOSANT LES TRAVAILLEURS AU CONTACT DE PIÈCES NUES SOUS TENSION SUPÉRIEURE À LA TBT ET TRAVAUX À PROXIMITÉ DE LIGNES ÉLECTRIQUES

<i>Nature des travaux / Risques</i>	<i>Mesures de prévention</i>	<i>Lot concerné</i>
Sans objet pour le projet		

6° - TRAVAUX EXPOSANT À DES RISQUES DE NOYADE

<i>Nature des travaux / Risques</i>	<i>Mesures de prévention</i>	<i>Lot concerné</i>
Travaux et circulation à proximité de la rivière	Les travaux seront organisés de façon à ce que le personnel ne puisse pas se trouver à proximité de la rivière. Dans le cas contraire ; s'il est impossible d'installer une protection physique contre le risque de chute dans la rivière, le personnel sera équipé d'un gilet de sauvetage.	Démolition
Travaux en zone inondable (Risque de crue)	Travaux à effectuer lors des périodes à faible risque inondation. Matériels et stockages positionnés hors zone inondable quand c'est possible. Contrat de vigilance avec Predict Services afin d'anticiper quotidiennement le risque de crue. Identification d'une zone de repli validée par les services de la commune.	Démolition

7° - TRAVAUX DE PUITS, DE TERRASSEMENTS SOUTERRAINS, DE TUNNELS, DE REPRISE EN SOUS-ŒUVRE

<i>Nature des travaux / Risques</i>	<i>Mesures de prévention</i>	<i>Lot concerné</i>
Sans objet pour le projet		

8° - TRAVAUX EN PLONGÉE APPAREILLÉE

<i>Nature des travaux / Risques</i>	<i>Mesures de prévention</i>	<i>Lot concerné</i>
Sans objet pour le projet		

9° - TRAVAUX EN MILIEU HYPERBARE

<i>Nature des travaux / Risques</i>	<i>Mesures de prévention</i>	<i>Lot concerné</i>
Sans objet pour le projet		

10° - TRAVAUX DE DÉMOLITION, ... VOLUME INITIAL HORS ŒUVRE > À 200 M³

<i>Nature des travaux / Risques</i>	<i>Mesures de prévention</i>	<i>Lot concerné</i>
	Toutes les dispositions devront être prises pour empêcher tout effondrement de structure non maîtrisé et non anticipé. Les travaux de démolition seront exécutés conformément : - Aux articles R. 4534- 60 à 73 du code du travail - Aux prescriptions de la recommandation CRAM	Démolition



Nature des travaux / Risques	Mesures de prévention	Lot concerné
Travaux de démolition	<p>R346 et CRAMIF n°18.</p> <p>Travaux à réaliser sans superposition et sans co-activité.</p> <p>Avant démolition, l'entreprise devra recueillir tous les plans de récolement des réseaux (électriques, fluides). L'ensemble des réseaux sous tension sera déconnecté et condamné. Un PV de consignation sera réalisé par l'EU avant le démarrage des travaux.</p> <p>La zone de démolition sera clôturée par des barrières pour interdire l'accès aux personnes non autorisées. Seuls les personnels concernés par la démolition pourront y accéder.</p> <p>La démolition ne pourra se faire à l'explosif, à la boule.</p> <p>Les travaux seront réalisés à l'aide d'engins adaptés à la configuration des lieux et équipés d'outils de démolition, tels que pinces à béton, brise-roches, godets etc. (Les cabines seront équipées d'une protection contre la chute d'objets).</p> <p>L'espace libre autour de l'ouvrage à démolir devra tenir compte des distances prévisionnelles des projections des gravats et des débattements nécessaires aux engins.</p> <p>Dans les zones exiguës, polluées ou exposées à des éboulements, effondrements, l'utilisation d'engins pilotés à distance sera priorisée.</p> <p>Tous les accès donnant sur la zone des travaux seront condamnés. Un affichage d'interdiction d'accès complètera si besoin ces condamnations.</p> <p>Les matériaux seront abattus vers l'intérieur ou dans une direction où il ne peut y avoir aucun risque de dévalement, rebondissement, éparpillement etc.</p> <p>Interdiction de tirer, pousser sur des éléments en emprise dans un mur (transmission des efforts à d'autres parties de la construction).</p> <p>Utilisation de goulotte à gravats dans les bâtiments à étage pour évacuer les gravats provenant de démolition intérieure (cloisonnement etc.).</p> <p>Interdiction de jeter des matériaux par les trémies ou les ouvertures.</p> <p>Supprimer la propagation des poussières (choix du matériel et pulvérisation d'eau pour abattre les poussières).</p> <p>Les matériaux seront évacués ou stockés au fur et à mesure des démolitions</p> <p>Port des EPI adaptés aux risques générés.</p> <p>Respect des procédures et modes opératoires associés.</p>	

11° - TRAVAUX COMPORTANT L'USAGE D'EXPLOSIFS

Nature des travaux / Risques	Mesures de prévention	Lot concerné
Sans objet pour le projet		



12° - TRAVAUX DE MONTAGE OU DE DEMONTAGE D'ELEMENTS PREFABRIQUES LOURDS

<i>Nature des travaux / Risques</i>	<i>Mesures de prévention</i>	<i>Lot concerné</i>
Sans objet pour le projet		

13° - TRAVAUX COMPORTANT LE RECOURS A DES APPAREILS DE LEVAGE D'UNE CAPACITE > A 60 T X M

<i>Nature des travaux / Risques</i>	<i>Mesures de prévention</i>	<i>Lot concerné</i>
Sans objet pour le projet		

14° - TRAVAUX COMPORTANT LE RECOURS A DES APPAREILS DE LEVAGE

Les entreprises tiendront compte dans leur installation (de grue ou engins de levage), des dispositions réglementaires et des recommandations de la CNAMTS.

Le positionnement de la grue ou engins de levage devra tenir compte des obstacles potentiels dans sa zone d'évolution afin d'éviter les situations à risques.

Les zones d'actions seront différenciées pour chaque grue (point de livraison, zones de stockage matériels et matériaux). En cas d'impossibilité un dispositif de gestion des interférences et des zones interdites sera mis en place.

<i>Nature des travaux / Risques</i>	<i>Mesures de prévention</i>	<i>Lot concerné</i>
Manutentions mécaniques à partir d'un engin de terrassement	Les engins de terrassement ne peuvent effectuer des opérations de levage que s'ils sont équipés de dispositifs de sécurité sur les organes de relevage et d'un système d'accrochage de la charge s'opposant à un décrochage accidentel	Démolition
Examen d'adéquation	Avant sa mise en service sur le site, chaque engin ou accessoire de levage fera l'objet d'un examen d'adéquation effectué par une personne qualifiée de l'entreprise. Une copie de cet examen d'adéquation pourra être demandée à l'entreprise concernée par le maître d'œuvre et le CSPS avant l'opération de levage. <u>Examen d'adéquation</u> : c'est vérifier que l'appareil et les appareils de levage utilisés sont bien adaptés et dimensionnés aux travaux que l'on prévoit d'effectuer.	Démolition
Sécurité de l'élingueur	La sécurité de l'élingueur sera assurée par le respect des règles suivantes : - Reconnaître le parcours qui sera effectué avec la charge - dégager les allées de circulation et le lieu de dépose de la charge - faire un examen visuel de l'accessoire de levage avant son utilisation. En cas de détérioration, ne pas utiliser l'accessoire. - rendre les éléments de la charge solidaires avant élingage à l'aide d'un cerclage métallique, fils d'acier, panier, big-bag etc. - ne jamais soulever la charge en accrochant l'élingue sur le dispositif de cerclage - ne jamais se trouver sous la charge ni déplacer la charge au-dessus des personnes ne jamais se trouver entre la charge et un obstacle fixe ou un mur pour éviter l'écrasement en cas de balancement de la charge ou de mauvaise manœuvre	Démolition



La zone de levage et la zone d'évolution de l'engin seront balisées de façon à prévenir la circulation éventuelle de personnes.

L'ensemble des appareils de levage devra être vérifié conformément aux arrêtés du 1^{er}, 2 et 3 mars 2004, avant leur mise en service sur le chantier. Les rapports de vérification devront être communiqués au coordonnateur SPS et disponible sur le chantier ou sur l'appareil

Rappel :

Les entreprises fourniront sur demande au coordonnateur SPS le rapport de contrôle de l'appareil de levage concerné par les travaux, ainsi que l'autorisation de conduite du conducteur de l'équipement de travail

Il est interdit à l'opérateur d'abandonner le contrôle de l'engin de levage tant qu'une charge est suspendue à celui-ci.

15° - TRAVAUX REALISES A L'AIDE D'UNE NACELLE

Nature des travaux / Risques	Mesures de prévention	Lot concerné
Travaux réalisés à l'aide d'une nacelle ou PEMP (plate-forme élévatrice mobile de personnel)	<p>En prévision du risque de collision, heurt, basculement, écrasement, coincement, éjection du conducteur, les nacelles seront manipulées dans le respect des règles d'utilisation définies dans la notice d'instructions du constructeur.</p> <p>Les personnels seront formés et autorisés. La personne manœuvrant la nacelle sera titulaire d'une autorisation de conduite.</p> <p>La zone d'évolution de la nacelle sera balisée et interdite d'accès à toute personne étrangère à l'intervention.</p> <p>Les conditions du sol seront adaptées aux déplacements de la nacelle. Les obstacles seront dans la mesure du possible retirés.</p> <p>Le choix de la nacelle (type) se fera en fonction de la zone d'intervention (contraintes de l'environnement) et de la nature des travaux à réaliser.</p> <p>La charge maximale d'utilisation de la nacelle sera respectée.</p> <p>Présence au sol obligatoire d'un opérateur supplémentaire pour guider l'opérateur en nacelle, alerter les secours en cas de besoin et assurer la surveillance de l'environnement.</p> <p>A l'extérieur, le travail à la nacelle sera stoppé dès lors que le vent dépasse les 45 km/h.</p> <p>Le conducteur ou tout autre opérateur élevé à l'aide d'une PEMP doit toujours conserver les pieds sur le plancher quelles que soient les circonstances. Il est interdit de quitter le panier de la nacelle ; notamment pour ce rendre à un niveau supérieur.</p>	Démolition

16° - CO-ACTIVITE

Nature des travaux / Risques	Mesures de prévention	Lot concerné
Travaux en co-activité	<p>Le planning devra :</p> <ul style="list-style-type: none"> - prendre en compte l'application des principes généraux de prévention afin de supprimer les risques liés aux interférences des interventions simultanées et successives des entreprises - interdire toute les co-activités dangereuses - prendre en compte les « consignes » gouvernementales et futures recommandations post-Covid de l'OPPBTP, - tenir compte de la situation géographique du chantier et des conditions climatiques particulières qui peuvent avoir une incidence sur le déroulement des travaux, suivant les périodes d'exécution. <p>L'entreprise laissant la place à une autre entreprise devra s'assurer de la mise en sécurité de la zone de travaux afin de supprimer les risques liés aux activités successives.</p> <p>Les entreprises ne pourront partir en week-end qu'après</p>	Tous



Nature des travaux / Risques	Mesures de prévention	Lot concerné
	avoir sécurisée leurs zones d'activité.	

17° - TRAVAUX PAR FORTE CHALEUR

Nature des travaux / Risques	Mesures de prévention
Veille saisonnière du plan canicule (du 1 ^{er} juin au 31 août, voire jusqu'au 15 septembre)	<p>Les entreprises devront:</p> <ul style="list-style-type: none"> - se tenir informées du niveau d'alerte actuel du plan canicule ; - évaluer les risques liés (R4121-1 à 3) aux fortes chaleurs (coup de soleil, crampe de chaleur, épuisement, coup de chaleur) et mettre en œuvre les moyens préventions dans le cadre d'un plan d'action. (Aménager des horaires de travail, augmenter de la fréquence des pauses de récupération, limiter le travail physique etc.) ; - mettre à la disposition des travailleurs de l'eau potable fraîche pour la boisson. (3 litres d'eau, au moins, par jour et par travailleur) ; - rappeler aux personnels, par l'intermédiaire de causeries sécurité, les risques, les moyens de prévention, les signes et symptômes du coup de chaleur ; - informer les salariés des mesures de premier secours ; <p>- mettre à jour leur PPSPS en communiquant les actions qu'elles vont mettre en œuvre pour leur personnel pendant la veille et l'alerte canicule.</p> <p>Une attention particulière sera portée sur les postes de travail en hauteur dans les différents bâtiments et infrastructures ainsi que dans les zones confinées (absence de renouvellement d'air). Un moyen de vérification de la température (si >34°) devra être mis en place.</p> <p>Le CSPS invite les entreprises à fournir l'EPI « fond de casque tête froide » aux salariés exposés à la chaleur</p>

18° - ELAGAGE – ABATTAGE D'ARBRES

Nature des travaux / Risques	Mesures de prévention
Elagage voire abattage d'arbuste et d'arbres /Risque de coupure, de chute de hauteur, de chute de branches, troubles musculo-squelettiques, projection de copeaux de bois, bruit	<p>Elagage voire abattage d'arbres à réaliser conformément aux directives du MOE. Travaux à réaliser sans co-activité. Port des EPI adaptés. Personnel formé aux techniques et équipements employés. Tenir compte de la proximité des différents réseaux et installations pouvant se trouver à proximité.</p> <p>Outils et machines appropriés au travail à réaliser. Matériel en bon état et vérifié.</p> <p>Balisage de la zone d'élagage afin que personne ne puisse y pénétrer. Travaux depuis nacelle à prioriser selon la hauteur d'intervention.</p>



Sujétions découlant des interférences avec des activités d'exploitation sur le site à l'intérieur ou à proximité duquel est implanté le chantier

RESPECT DES CONTRAINTES DU SITE

Le public aura la priorité au voisinage des accès (sortie et entrée) du chantier.

Horaires de chantier

08h00 – 18H.

L'utilisation du BRH se fera :

- après accord du MOE
- à des horaires définis afin de limiter les nuisances sonores

Horaires et contraintes de livraisons

Les horaires de livraison du chantier par les fournisseurs se feront dans les mêmes créneaux horaires que les horaires de chantier. La gestion de l'accès des fournisseurs se fera par des consignes dans un document accueil du fournisseur établi en annexe du PPSPS simplifié de l'entreprise d'accueil.

SITE EN EXPLOITATION

Sans objet

EXPLOITATIONS ET CHANTIERS LIMITROPHES OUVERTS OU PREVUS

Une concertation des maîtres d'ouvrage sera nécessaire pour régler d'éventuelles interférences si d'autres chantiers venaient à démarrer à proximité immédiate des zones de travaux.

Mesures générales prises pour assurer le maintien du chantier en bon ordre et en état de salubrité satisfaisant

NETTOYAGE DU CHANTIER

Règles générales de nettoyage du chantier

- Des bennes à déchets seront installées sur le chantier pour l'ensemble des travaux.
- Chaque entreprise devra nettoyer et évacuer ses gravats quotidiennement.
- Les dessertes des éventuels bungalows seront maintenues en état de parfaite propreté et libre de tout encombrement de quelque nature que ce soit.
- Les voiries souillées seront nettoyées par les entreprises concernées.

Rappel :

Les entreprises sont responsables du maintien en bon état de la viabilité des voies ouvertes à la circulation et empruntées par leurs engins.

Il est notamment interdit de :

- Brûler les déchets sur le chantier
- Abandonner ou enfouir des déchets quels qu'ils soient
- Laisser des déchets dangereux (pots de peinture, chiffons souillés etc.) sur le chantier et dans les bennes de chantier non prévues à cet effet.
- De rejeter dans les fossés des gravats, résidus de béton, bois etc.

DEMARCHE ENVIRONNEMENTALE, TRI DES DECHETS

Objectifs

L'objectif environnemental pour cette opération est de : « **Limiter les impacts environnementaux dus aux chantiers** »

Outre les opérations relatives au tri des déchets, telles que définies, l'objectif ne sera atteint que si un choix judicieux des produits mis en œuvre est effectué au début du projet.

L'utilisation de matériaux offrant une réelle aptitude au recyclage et le moins polluant possible sont à privilégier dans les dispositions constructives.

Les entreprises utilisant des engins devront avoir sur le chantier un kit anti-pollution en cas de fuite.

Les huiles de vidange et les liquides hydrauliques seront récupérés, stockés et évacués selon la réglementation en vigueur. Les grosses opérations d'entretien seront réalisées dans les locaux de l'entreprise ou à minima sur des aires totalement étanches avec traitement des eaux de ruissellement.

Les toupies béton seront lavées sur l'aire de lavage étanche prévue à cet effet.

L'élaboration d'un **Schéma d'Organisation et de Gestion des Déchets** (S.O.G.E.D.) par chaque entreprise permettra de gérer méthodiquement les déchets, de la production jusqu'à l'élimination.



Renseignements pratiques propres au lieu de l'opération concernant les secours et l'évacuation des personnels ainsi que les mesures communes d'organisation prises en la matière

ORGANISATION DES SECOURS

L'objectif sera d'organiser les premiers secours sur le chantier rapidement avant l'arrivée des secours extérieurs.

Ainsi, chaque entreprise intervenante devra prévoir une trousse de premiers secours sur le chantier. Elle pourra être détenue dans le véhicule de chantier.

Lors d'un accident grave, le déplacement de la victime ne peut être envisagé, la consigne générale en cas d'accident sera la suivante :

Appeler : POMPIERS : tél. 18 ou SAMU : tél. 15 ou à partir d'un téléphone portable composez le 112

En donnant les informations suivantes :

1. ICI LE CHANTIER, [de démolition d'un Cabanon à la Maillole sur la commune de BELFORT SUR REBENTY](#)
2. PRÉCISER LA NATURE DE L'ACCIDENT
3. SIGNALEZ LE NOMBRE DE BLESSES ET LEUR ÉTAT
4. DECRIVEZ L'INTERVENTION DU SECOURISTE
5. FIXER UN POINT DE RENDEZ-VOUS, envoyez quelqu'un à ce point pour guider les secours ;
6. NE RACCROCHEZ PAS LE PREMIER, faites répéter le message

Les voies de circulation devront toujours être dégagées pour faciliter le déplacement des véhicules de secours. « L'accueil » des secours médicaux spécialisés devra être réalisé dès l'entrée du chantier afin de faciliter le déroulement de l'opération.

L'appel des secours pourra être envisagé à partir du téléphone du chantier, l'affichette OPPBTP, « EN CAS D'ACCIDENT » dûment complétée sera apposée à proximité du combiné pour faciliter les instructions données par téléphone.

[Pour rappel : il est interdit de transporter une victime avec son véhicule ou avec un véhicule chantier sans l'accord préalable des services de secours.](#)

SAUVETEURS SECOURISTES DU TRAVAIL (SST)

Chaque entreprise, conformément à l'article R. 4224-15 du code du travail, devra dans ses équipes de travail, disposer de salariés sauveteurs secouristes du travail (SST) formés et recyclés depuis moins d'un an (1 pour 20).

Chaque sauveteur devra clairement être identifié par un autocollant apposé sur le casque ou par un badge spécial.

INFIRMERIE

Sans objet

DISPOSITIONS EN CAS DE TRAVAIL ISOLE

Lors d'opérations ou travaux dangereux, nécessitant une surveillance :

- Utilisation des équipements de travail servant au levage de charges ;
- Travaux temporaires en hauteur sous EPI ;
- Travaux sous tension ;
- Travaux depuis nacelle ;

L'intervention ne devra jamais être effectuée par une personne seule, afin de pouvoir déclencher les secours dans un temps compatible avec la préservation de sa santé.



RISQUE INCENDIE

Les locaux de stockage, les vestiaires, le réfectoire etc. devront être équipé d'un extincteur portatif. Le matériel fera l'objet d'une vérification annuelle.

Les travaux suivants devront être réalisés avec des extincteurs adaptés à proximité du poste de travail en complément d'écrans de protection voire de bâches ignifugées pour les points chauds

- Travaux de soudage, d'oxy-découpage, meulage, découpe.

-

Un extincteur à poudre polyvalente sera installé près des groupes électrogènes et autres moteurs thermiques

Il est interdit de fumer lors des opérations ravitaillements en carburant des différents engins et moteur

Le numéro d'appel des SAPEURS POMPIERS est le 18.

Il relève de la responsabilité de chaque chef d'entreprise de former ses salariés à l'utilisation des extincteurs.

Modalités de coopération entre les entrepreneurs, employeurs, ou travailleurs indépendants

Suivant article R. 4532-6 du code du travail :

Afin notamment d'assurer au coordonnateur SPS l'autorité et les moyens nécessaires au bon déroulement de sa mission, le maître d'ouvrage prévoit, dès les études d'avant-projet de l'ouvrage, la coopération entre les différents intervenants dans l'acte de construire et le coordonnateur SPS.

Les modalités pratiques de cette coopération font l'objet d'un document joint aux contrats conclus avec les différents intervenants.

ENTREPRISES DESIGNÉES PAR LE MAÎTRE D'OUVRAGE

Les principales obligations de l'entrepreneur désigné par le maître de l'ouvrage

- Respecter et appliquer les principes généraux de prévention (art. L. 4121-1 à L. 4121-5, L. 4531-1, L.4531-2 et L. 4534-1) en phase préparation de chantier, pendant les travaux et les levées de réserves.
- Rédiger et tenir à jour les PPSPS simplifiés pour les entreprises exécutant des travaux présentant des risques particuliers, les transmettre aux organismes de prévention IT, CARSAT/CRAM et OPPBTP, au coordonnateur SPS ou au maître d'ouvrage et les conserver pendant 5 ans à compter de la réception de l'ouvrage (art. L.4532-9, R. 45732-75 et 76).
- Respecter les obligations résultant du plan général simplifié de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé (Art. L. 4531-1 à L. 4531-18).
- Viser le registre journal de la coordination SPS et lever les observations ou répondre aux notifications du coordonnateur SPS (art. L. 4531-1 à L. 4531-18) ;
- Fournir l'ensemble des documents nécessaires à la finalisation du D.I.U.O. avant la réception des travaux (art. R. 4532-38).
- Participer à toutes réunions organisées par le coordonnateur SPS.

Etablissement obligatoire d'un PPSPS simplifié

Les entreprises exécutant des travaux présentant des risques particuliers doivent rédiger un PPSPS simplifié avant toute intervention sur le chantier après avoir effectué la visite d'inspection commune, avec le coordonnateur SPS (article R. 4532-38 1° du code du travail).

L'objectif du PPSPS simplifié étant d'évaluer les risques et d'écrire les consignes à observer ou à transmettre aux travailleurs appelés à intervenir sur le chantier et les conditions de santé et de sécurité dans lesquelles vont être exécutés les travaux

Délais et règle de diffusion du PPSPS simplifié

La diffusion du PPSPS est la suivante :

- ⇒ 1 exemplaire est adressé obligatoirement **par mail** au Coordonnateur SPS réalisation en charge de la mission
- ⇒ 1 exemplaire à jour du PPSPS sera tenu disponible en permanence sur le chantier pour consultation par l'inspection du travail, la CARSAT/CRAM, l'OPPBTP, la médecine du travail, les membres du CISSCT pour les opérations de 1^{ère} catégorie, CHSCT ou les délégués du personnel.
- ⇒ 1 exemplaire est adressé, avant toute intervention sur le chantier, à l'inspection du travail, au service prévention de la CARSAT / CRAM et à l'OPPBTP :
 - Pour les entreprises chargées du gros œuvre ou du lot principal ;
 - Pour l'entreprise appelée à exécuter des travaux présentant des risques particuliers suivant la liste fixée à l'arrêté du 25 février 2003.

La non remise du PPSPS au coordonnateur sécurité est puni d'une amende de 9000 euros (l'article L. 4744-5 du Code du travail) ...

INSPECTION COMMUNE

Toute entreprise titulaire ou sous-traitante, quel que soit son rang, préalablement à l'élaboration de son PPSPS simplifié et à son intervention sur le chantier doit demander à procéder à une inspection commune avec le coordonnateur SPS.

En application de l'article R. 4532-13 du code du travail, le coordonnateur SPS doit procéder à inspection commune avec toutes les entreprises, quelles que soient leur rang, préalablement à l'élaboration de leurs PPSPS simplifié pour les travaux présentant des risques particuliers et leurs interventions sur le chantier pour les autres entreprises.

L'entreprise demandera au coordonnateur SPS un rendez-vous pour l'inspection commune au plus tard deux semaines avant son intervention sur le site.

Au cours de cette inspection commune, sont en particulier précisées, en fonction des caractéristiques des travaux que cette entreprise s'apprête à exécuter :



- les consignes à observer et à transmettre,
- les observations particulières de sécurité et de santé prises pour l'ensemble de l'opération.

Cette inspection commune est consignée sur le registre journal de la coordination SPS. Elle est réalisée obligatoirement avant remise du PPSPS.

SOUS-TRAITANT

Avant toute intervention sur le chantier, le sous-traitant, quel que soit son rang, a les mêmes obligations que l'entrepreneur titulaire : visite d'inspection commune et établissement du PPSPS simplifié s'il est appelé à exécuter des travaux à risques particuliers.

L'entreprise titulaire du marché a l'obligation de remettre le plan général simplifié de coordination en matière de sécurité et protection de la santé à son sous-traitant, ainsi qu'un document précisant les mesures d'organisation générale qu'il a lui-même retenues en matière d'hygiène et de sécurité.

Ce document pourra être son propre PPSPS simplifié.

A partir de ce document, le sous-traitant établit son propre PPSPS simplifié, il dispose de 30 (trente) jours à compter de la réception du contrat signé par l'entrepreneur titulaire du marché pour établir son PPSPS simplifié.

TRAVAILLEURS INDEPENDANTS

Les travailleurs indépendants sont soumis aux règles essentielles de sécurité applicables sur les chantiers suivant les dispositions issues de la loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993.

Ces obligations sont précisées par les décrets 95-607 et 95-608 du 6 mai 1995 applicables depuis le 1^{er} janvier 1997.

Les travailleurs indépendants sont soumis aux mêmes dispositions que les autres entreprises intervenantes sur le chantier. Ils ont donc obligation d'effectuer une visite d'inspection commune et établir leur PPSPS simplifié avant toute intervention sur le chantier (articles R. 4535-1 et 4535-2 du code du travail).

TRAVAILLEURS INTERIMAIRES

Les entrepreneurs utilisant du personnel intérimaire devront s'assurer que :

- Le personnel est apte à effectuer le travail auquel il est destiné,
- Le personnel est encadré en permanence par du personnel de l'entreprise
- Les documents médicaux pour la profession déterminée ont bien été délivrés. Une copie de ces documents sera disponible sur le chantier,
- Le personnel a suivi une formation obligatoire renforcée à la sécurité, notamment si celui-ci est exposé à des risques particuliers
- Le personnel est intégré au personnel de l'entreprise, notamment en ce qui concerne les équipements individuels et les cantonnements (vestiaires, réfectoires, sanitaires),
- Le personnel a reçu les consignes particulières liées à l'activité de l'entreprise sur le projet.

TRAVAIL DISSIMULE

D'une manière générale, selon la loi n° 97-210 du 11 mars 1997, toute entreprise mettant du personnel sur un chantier devra être en règle vis-à-vis du droit du travail et fournira :

- Son immatriculation à l'URSSAF en produisant une attestation de fourniture de déclarations sociales datant de moins d'un an ;
- Son immatriculation au RCS en produisant un extrait K-bis ;
- Une attestation sur l'honneur de bonne application des articles L. 3243-1, L. 3243-1, L. 3243-4, L.3231-8, L. 1221-10, L. 1221-13 et L. 1221-15, (respect du droit du travail) et L.8251-8, L.8252-1 et L.8252-2 (régularité de la situation des salariés de nationalité étrangère) du code du travail.

Les entreprises certifieront que le personnel qu'ils emploient sur le chantier est en règle vis-à-vis des dispositions légales et réglementaires relatives à l'emploi de main d'œuvre.

PRET DE MAIN D'ŒUVRE

Le prêt de main d'œuvre entre entreprises est soumis aux conditions légales exprimées dans le code du travail, notamment les articles L.1251-1 et suivants (travail temporaire), L.8231-1 et suivants (marchandage), L.1253-1 et suivants (groupement d'employeurs), L.1221 et suivants (déclaration préalable à l'embauche), et L.8221-1 et suivants (travail dissimulé).

Le prêt de main d'œuvre à but lucratif est exclusivement réservé aux entreprises de travail temporaire.

Entre entreprises, il est réservé à celles qui pour des conditions d'intempéries ou insuffisance d'activité, ne peuvent employer leur propre personnel et, de ce fait, le « prête » à des entreprises qui ne sont pas confrontées aux mêmes



problèmes. Dans ce cas, l'entreprise prêteuse ne devra pas réaliser de profit sur cette opération. Seuls peuvent être facturés les salaires versés, les charges sociales afférentes, et les frais professionnels remboursés.

Le prêt de main d'œuvre doit faire l'objet d'un contrat, il comportera au minimum les éléments suivants :

- Nom, prénom, qualification, attestation médicale des employés prêtés.
- Heures de présence et emploi sur le chantier.
- L'identité du responsable de l'entreprise utilisatrice qui aura à gérer le personnel sur le site.

La non présentation de ce dossier obligera le coordonnateur SPS à demander au maître d'ouvrage l'interdiction de la prestation du personnel de l'entreprise prêteuse, ainsi qu'une diffusion de l'information vers l'inspection du travail.

RECENSEMENT DES ACCIDENTS DU TRAVAIL

MOA, MOE et CSPS seront immédiatement informés en cas d'accident sur le chantier.

Annexe(s)

(Liste à compléter selon besoins)

- Liste des lots, entreprises désignées par le maître de l'ouvrage
- Réglementation sur les installations de chantier
- Documents et procédure nécessaires à l'établissement du DIUO en fin de travaux.
- Obligation du Maître d'ouvrage en phase réalisation de l'ouvrage
- Obligation du Maître d'œuvre pendant la phase réalisation de l'ouvrage
- Mesures générales de prévention préconisées
- Repérage Amiante et plomb avant démolition



Annexe 1 – Liste des lot et/ou entreprises désignées par le maître d'ouvrage

- Liste des lots, entreprises désignées par le maître d'ouvrage

<i>Lots</i>	<i>Titulaire ou ST</i>	<i>Entreprises</i>	<i>Représentant</i>	<i>Téléphone Fax mail</i>
DEMOLITION	T			

Annexe 2 – Réglementation sur les installations de chantier

INSTALLATIONS OBLIGATOIRES SUR LES CHANTIERS DU BTP

Installations	Chantiers d'une durée inférieure à 4 mois	Chantiers d'une durée égale ou supérieure à 4 mois
Vestiaire	<p>Local vestiaire (article R4534-139 du code du travail) :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Éclairé - Convenablement aéré - Chauffé en saison froide - Équipé d'armoires individuelles (ou à défaut de patères si chantier exigé) - Nettoyé 1 fois par jour - Exempt de tout stockage de produits et matériaux - Muni de sièges en nombre suffisant <p>Si ces installations ne sont pas adaptées à la nature du chantier (ex. : chantier mobile), possibilité d'utiliser des véhicules de chantier aménagés permettant aux salariés de disposer de vestiaires, cabinets d'aisance et douches si possible (article R4534-140 du code du travail).</p> <p>(*) voir note de bas de page</p>	<p>Vestiaire et lavabos installés dans un local spécial à proximité du passage des travailleurs (articles R4228-2, R4228-3, R4228-4 et R4228-5 du code du travail) :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Éclairé - Chauffé en saison froide - Sol et parois facilement nettoyables - Aéré conformément aux articles R4222-4, à R4222-10, R4412-149 et R.4412-150, R4222-11 à R4222-17, R4222-20 et R4222-21 du code du travail - Maintenu en état constant de propreté - Installations séparées si personnel mixte - Si vestiaire et lavabos dans locaux séparés, communication entre eux sans passer par l'extérieur ni par les lieux de travail et de stockage <p>Vestiaire (article R4228-6 du code du travail) :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Sièges en nombre suffisant - Armoires individuelles : <ul style="list-style-type: none"> - ininflammables - à double compartiment - munies de serrure ou cadenas
Lavabos	<p>Lavabos ou rampes (article R4534-141 du code du travail) :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 1 orifice pour 10 travailleurs - Eau potable - Si possible à température réglable - Moyens de nettoyage - Moyens de séchage ou d'essuyage appropriés, entretenus et changés chaque fois que nécessaire 	<p>Lavabos (article R4228-7 du code du travail) :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 1 lavabo pour 10 travailleurs - Eau potable - Température réglable - Moyens de nettoyage - Moyens de séchage ou d'essuyage, changés ou entretenus chaque fois que nécessaire.
Douches	Obligatoires pour tous chantiers où s'effectuent des travaux insalubres ou salissants listés à l'annexe à l'arrêté du 23/07/1947 modifié (article R.4228-8 du code du travail). Ex. : travaux au jet de sable, travaux exposant aux poussières d'amiante, au plomb, etc.	
Eau pour la boisson	Mise à disposition de 3 litres par jour et par travailleur d'eau potable et fraîche pour la boisson (articles R4534-143 et R.4225-2 du code du travail)	
Cabinets d'aisance, urinoirs	<p>Obligations identiques pour les 2 types de chantiers (articles R4228-10 à R4228-15 et R4534-144 du code du travail) :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 1 cabinet et 1 urinoir pour 20 salariés - Chasse d'eau - Éclairage - Chauffage en saison froide - Sols et parois imperméables et facilement nettoyables - Portes pleines munies d'un loquet intérieur décondamnables de l'extérieur - Évacuation des effluents conformes aux règlements sanitaires - Absence de dégagement d'odeurs et aération conforme aux articles R4222-4 à R4222-10, R4412-149 et R4412-150, R4222-11 à R4222-17, R4222-20 et R4222-21 du code du travail - 1 cabinet au moins équipé d'un point d'eau - Papier hygiénique - Installations séparées en cas de personnel mixte <p>(*) voir note de bas de page</p>	
Réfectoire	<p>Si des travailleurs prennent leur repas sur le chantier, mise à disposition d'un local spécial (article R4534-142 du code du travail) :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Tables + chaises en nombre suffisant - Réchaud - Garde-manger - Réfrigérateur si possible - Maintien en état constant de propreté <p>(*) voir note de bas de page</p>	<p>Si moins de 25 travailleurs prennent leur repas sur le chantier, mise à disposition d'un emplacement de restauration présentant de bonnes conditions d'hygiène et sécurité, soit au minimum (articles R4228-22 à R4228-24 du code du travail et article R4534-142 du code du travail) :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Tables + chaises - Réchaud - Garde-manger - Réfrigérateur si possible - Maintien en état constant de propreté <p>Si 25 travailleurs au moins prennent leur repas sur le chantier, mise à disposition d'un local de restauration (articles R4228-22 à R4228-24 du code du travail) :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Tables + chaises en nombre suffisant - Réchaud - Réfrigérateur - 1 robinet d'eau potable, fraîche et chaude pour 10 usagers - Nettoyage du local et des équipements après chaque repas
1^{er} Secours	Boîte de secours	Les lieux de travail sont équipés d'un matériel de premiers secours adapté à la nature des risques et facilement accessible. Ce matériel doit faire l'objet d'une signalisation par panneaux conformes aux dispositions prévues par l'article R4224-24 du code du travail (articles R4224-14 et R4224-23 du code du travail).
	Secouriste	Dans chaque chantier occupant vingt personnes au moins pendant plus de quinze jours où sont effectués des travaux dangereux, un membre du personnel doit avoir reçu obligatoirement l'instruction nécessaire pour donner les premiers secours en cas d'urgence (article R4224-15 du code du travail).

(*) : pour les seuls chantiers dont la durée est inférieure à 4 mois ; si la mise en place de ces installations est impossible en raison de la disposition des lieux le chef d'entreprise recherche à proximité du chantier un local ou emplacement présentant des conditions équivalentes (article R4534-145 du code du travail).



Annexe 3 – Documents et procédures nécessaires à l'établissement du DIUO

Toutes les Entreprises concernées devront transmettre au Coordonnateur SPS par l'intermédiaire et sous le contrôle du Maître d'œuvre, les documents suivants (non exhaustifs) :

- Plans des ouvrages exécutés
- Notices Techniques rédigées en français
- Fiches Techniques des matériaux et matériels installés
- Fiches d'entretien et de maintenance des matériels techniques
- Tous plans et notices techniques qui soient de nature à identifier et faciliter l'intervention ultérieure sur les ouvrages construits et le matériel installé.
- Un plan des toitures et ou des terrasses sur lequel sont reportés les positions des accès, des divers dispositifs collectifs de sécurité et/ ou les organes individuels d'ancrage permanents ou lignes de vie, les cheminements, les appareillages techniques nécessitant des interventions ultérieures de maintenance et d'entretien, etc...

Toutes les demandes faites aux entreprises concernées devront être notifiées dans les comptes rendus de Maîtrise d'œuvre.

Les documents de **DOE** devront être diffusés au Coordonnateur sous bordereaux en 1 exemplaire avant la réception des travaux pour insertion au DIUO final.

A défaut et à minima les listes et bordereaux de recensement de ces documents seront diffusés au Coordonnateur pour insertion au DIUO final.

<p><i>Tous les dispositifs de sécurité demandés par le Coordonnateur en vue de la maintenance ultérieure des ouvrages construits devront être obligatoirement installés par les entreprises concernées sous la direction et le contrôle du MOE qui devra en assurer la réception et demander s'il y a lieu les PV de contrôles de conformité et de solidité avant la réception unique des travaux.</i></p>

Annexe 4 – Obligations du Maître d'ouvrage en phase réalisation de l'ouvrage

- Veiller à la mise en œuvre des principes généraux de prévention
- Désigner le CSPS phase réalisation
- Tenir compte des observations du CSPS
- Viser le registre journal de la coordination SPS si besoin
- Constituer et fournir la liste des intervenants au CSPS
- Recevoir et conserver le DIUO
- Transmettre le DIUO à l'exploitant
- Transmettre le PGC, sur leur demande, aux organismes institutionnels de prévention (OIP)
- Conserver le PGC 5 ans

Annexe 5 – Obligations du Maître d'œuvre pendant la phase réalisation de l'ouvrage

- **Veiller à la mise en œuvre des principes généraux de prévention**
- Assurer la maîtrise du chantier (suivant mission confiée par le maître d'ouvrage)
- Harmoniser dans le temps et dans l'espace les actions des différents intervenants au stade des travaux
- Mettre en application les diverses mesures d'organisation arrêtées au titre de l'ordonnancement et de la coordination
- Transmettre au CSPS tous les documents utiles à sa mission
- Inviter le CSPS à toutes les réunions de MOE et lui transmettre les CR
- Faire respecter les pièces écrites du marché (**y compris le PGC**)
- **Tenir compte des observations du CSPS**
- Viser le registre journal de la coordination SPS si besoin

Annexe 6 – Mesures générales de prévention préconisées

- Application des principes généraux de prévention.
- Respect des prescriptions techniques de protection durant l'exécution des travaux, chapitre IV, du titre III, du livre V de la quatrième partie santé et sécurité au travail du code du travail.
- Mise en place des sécurités collectives sur les postes de travail.
- Respect du port des protections individuelles. EPI adaptés aux travaux à réaliser
- Cheminements non encombrés, chantier rangé. Poste de travail nettoyé et déchets évacués régulièrement.
- Organiser les phases de travaux afin de limiter les risques liés aux interférences des interventions simultanées des entreprises (co-activité).
- Anticiper la pose des protections définitives
- Respect du code de la route ; notamment lors des entrées et sorties du site.
- Personnel titulaire des habilitations, formations et autorisations de conduites requises
- Utilisation d'engins mécanisés ergonomiques
- Matériels et engins en bon état. Contrôles périodiques à jour.
- Respect des distances de sécurité avec les engins
- Respect des règles de sécurité en matière de levage et d'élingage. Examen d'adéquation levage.
- Prendre toutes mesures de sécurité avant d'engager les travaux de démolition
- protections des fouilles par des éléments rigides et/ou remblaiement à l'avancement
- Blindage et assèchement des fouilles
- Attendre les retours des DICT pour commencer les travaux et tenir compte des observations.
- S'assurer de la neutralisation des réseaux existants avant travaux
- Repérage et respect des distances de sécurité à proximité des réseaux
- Signalisation routière à positionner conformément à l'arrêté de voirie.
- Extincteur adapté et contrôlé à proximité des engins et travaux par point chaud.
- Kit anti-pollution par engin
- Travaux réalisés en période d'étiage
- Contrat de vigilance passé avec PREDICT Services pour anticiper le risque de crue
- Personnel exposé au risque de noyade équipé d'un gilet de sauvetage
- Supprimer les superpositions et juxtapositions de tâches.
- Balisage des zones d'activités
- Protections des zones à risques par des barrières rigides
- Mode opératoire permettant de soustraire les salariés de la zone d'exposition aux risques
- Personnels formés geste et posture, se faire aider
- Personnels formés aux techniques employées
- Prendre des dispositions pour supprimer la propagation des poussières
- Montage et utilisation des échafaudages conforme au décret 2004-924 du 1^{er} septembre 2004
- Guidage des véhicules par du personnel identifié, habilité et formé aux gestes et signaux conventionnels de commandement
- Identifier le personnel allergique aux piqûres d'insectes et sensibiliser le personnel aux risques liés aux morsures de serpents
- Nommer une personne en charge de la surveillance de l'ensemble des consignes liées à la sécurité
- Accueil des intervenants et ¼ sécurité avant début des travaux.
- Formation renforcée pour les intérimaires
- Niveau de sous-traitance limité à 1
- Présence et/ou visite d'un animateur sécurité de l'entreprise
- Réalisation d'une inspection commune avec le CSPS et remise d'un PPSPS au CSPS
- Personnel avec carte d'identification professionnelle
- Gestion préalable des co-activités en réunion
- Secouristes présents sur le chantier et identifiables. 1 secouriste pour 10 personnes voire 1 secouriste par équipe.

Annexe 7 – Rapport Amiante et plomb avant travaux

Voir DCE

